

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert)
R2113-4 à R2113-6 (Marché à tranches)
du Code de la commande publique*

Maîtres d'ouvrage :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Centre hospitalier Alphonse Guérin**

Objet du marché public :

**ASSISTANCE A MAITRISE D'USAGES ET A MAITRISE D'OUVRAGE
POUR LA CONSTRUCTION D'UN EHPAD DE 120 LITS SUR LE SITE DU PRATEL A AURAY
ET D'UN EHPAD DE 90 LITS SUR LE SITE DE PLOERMEL**

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS	4
CHAPITRE 1. PRESENTATION DU MARCHE	5
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT	5
ARTICLE 2. OBJET	5
ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION	5
ARTICLE 4. TYPE	5
ARTICLE 5. DECOMPOSITION	5
5.1. Allotissement	5
5.2. Options	6
5.3. Description des tranches	6
ARTICLE 6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	7
6.1. Durée	7
6.2. Délais d'exécution	7
ARTICLE 7. LIEUX D'EXECUTION	8
ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
CHAPITRE 2. CONDITIONS D'EXECUTION	9
ARTICLE 9. OBLIGATION DE RESULTAT	9
ARTICLE 10. CONDUITE DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 11. CLAUSE DE REEXAMEN	10
11.1. A l'initiative de l'Etablissement	10
11.2. A l'initiative du Titulaire	10
ARTICLE 12. AUTRES MODALITES D'EXECUTION	11
12.1. Présence du Titulaire	11
12.2. Obligation de conseil	11
12.3. Discretion et confidentialité	11
12.4. Protection des données à caractère personnel	11
12.4.1. Description du traitement	11
12.4.2. Obligation du sous-traitant	12
12.4.3. Droits des personnes	12
12.4.4. Violation des données à caractère personnel	12
12.4.5. Fin du contrat	12
12.4.6. Clause de réexamen	13
12.5. Assurances	13
12.6. Sous-traitance	13
12.7. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	15
12.7.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	15
12.7.2. Protection de l'environnement	16
12.8. Régularité de la situation fiscale et sociale	16
12.8.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire	16
12.8.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées	16
12.9. Notification	17
CHAPITRE 3. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 13. OPERATIONS DE VERIFICATION	18
ARTICLE 14. CONSEQUENCES	18
CHAPITRE 4. PRIX ET REGLEMENT	19
ARTICLE 15. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	19
15.1. Type de prix	19
15.2. Contenu du prix	19
15.3. Variation	19
ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT	20
16.1. Avance	20
16.2. Acompte	20

16.3.	Mode de règlement	21
16.4.	Présentation des demandes de paiement.....	21
16.5.	Délai de paiement	22
16.6.	Suspension du délai de paiement	22
16.7.	Intérêts moratoires	23
ARTICLE 17.	PENALITES	23
17.1.	Pénalités de retard	23
17.2.	Pénalités pour absence aux réunions	24
17.3.	Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	24
CHAPITRE 5.	FIN DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 18.	ARRET DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION	25
ARTICLE 19.	RESILIATION	25
19.1.	Résiliation du fait de l'Etablissement.....	25
19.2.	Résiliation aux torts du Titulaire	25
19.3.	Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	26
19.4.	Conséquence de la résiliation	26
ARTICLE 20.	LITIGES ET RECOURS	26
CHAPITRE 6.	DEROGATIONS AU CCAG/PI	27

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour le compte des Etablissements parties suivants :
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ;
 - o Le Centre hospitalier Alphonse Guérin ;

Dénommés ci-après « *l'Etablissement* »,

Et

- L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le Titulaire* ».

ARTICLE 2. OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le Titulaire s'engage à assurer des missions d'assistance à maîtrise d'usages et à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un EHPAD de 120 lits sur le site du Pratel à Auray du **Centre hospitalier Bretagne Atlantique** et d'un EHPAD de 90 lits sur le site de Ploërmel du **Centre hospitalier Alphonse Guérin**.

Cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation des travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les mêmes ouvrages.

ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. TYPE

Il s'agit :

- D'un marché,
- De services,
- A tranches,
- A prix forfaitaire.

ARTICLE 5. DECOMPOSITION

5.1. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☐ Oui ☒ Non

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement pour les raisons suivantes :

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique et le Centre hospitalier Alphonse Guérin bénéficient d'une Direction commune, se caractérisant notamment par une direction d'établissement, de pôle et architecturale unique.

L'objectif de regrouper ces deux projets de construction d'EHPAD réside dans la volonté institutionnelle de les définir sur la base de réflexions communes relatives à « l'EHPAD de demain », de développer mutuellement une logique organisationnelle et fonctionnelle à l'échelle de la Direction commune et par conséquent, de disposer d'un socle commun pour ces deux projets. La fusion de ces deux projets permet en outre de rationaliser les coûts et les temps d'études, notamment au cours des phases requises pour la définition des besoins. Leur dissociation rendrait donc financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

5.2. Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles : ☒ Oui ☐ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☒ Oui ☐ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions : ☐ Oui ☒ Non

5.3. Description des tranches

Le marché public est composé d'une tranche ferme et des tranches optionnelles suivantes :

- Tranche ferme pour l'EHPAD d'Auray et l'EHPAD de Ploërmel :

Phase 1	Etudes préalables - Faisabilité
Phase 2	Elaboration du programme fonctionnel – Première partie technique

- Tranches optionnelles :

Tranche optionnelle 1A (EHPAD d'Auray)	Phase 2	Elaboration du programme technique détaillé – Deuxième partie technique
	Phase 3	Assistance à la passation du marché public de maîtrise d'œuvre
	Phase 4	Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de services
	Phase 5	Assistance en phase conception
	Phase 6	Assistance à la passation des marchés publics de travaux
	Phase 7	Assistance à la passation des marchés publics d'assurances construction
	Phase 8	Assistance en phase réalisation des travaux et parfait achèvement

Tranche optionnelle 1B (EHPAD de Ploërmel)	Phase 2	Elaboration du programme technique détaillé – Deuxième partie technique
	Phase 3	Assistance à la passation du marché public de maîtrise d'œuvre
	Phase 4	Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de services
	Phase 5	Assistance en phase conception
	Phase 6	Assistance à la passation des marchés publics de travaux
	Phase 7	Assistance à la passation des marchés publics d'assurances construction
	Phase 8	Assistance en phase réalisation des travaux et parfait achèvement

Tranche optionnelle 2A (EHPAD d'Auray)	Phase 2	Elaboration du programme technique détaillé – Deuxième partie technique
	Phase 3bis	Assistance à la passation du marché global sectoriel
	Phase 4	Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de services
	Phase 5	Assistance en phase conception
	Phase 7	Assistance à la passation des marchés publics d'assurances construction
	Phase 8	Assistance en phase réalisation des travaux et parfait achèvement

Tranche optionnelle 2B (EHPAD de Ploërmel)	Phase 2	Elaboration du programme technique détaillé – Deuxième partie technique
	Phase 3bis	Assistance à la passation du marché global sectoriel
	Phase 4	Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de services
	Phase 5	Assistance en phase conception
	Phase 7	Assistance à la passation des marchés publics d'assurances construction
	Phase 8	Assistance en phase réalisation des travaux et parfait achèvement

Les tranches optionnelles 1A et 2A sont alternatives (= non cumulatives) ; les tranches optionnelles 1B et 2B sont alternatives (=non cumulatives).

La description technique des prestations à réaliser pour ces tranches figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

L'acte d'engagement et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) font apparaître de manière distincte la tranche ferme et les tranches optionnelles.

L'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à une décision d'affermissement de l'Etablissement notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception intervenant au plus tard quatre (4) semaines après l'admission par l'Etablissement de la note d'argumentation juridique et technique sur le choix du montage contractuel.

Le non affermissement ou l'affermissement avec retard d'une tranche optionnelle ne donne droit à aucune indemnité de dédit ou d'attente.

ARTICLE 6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

6.1. Durée

Le marché public s'exécute à compter de sa date de notification. Il prend fin à la date de notification de la décision d'admission des dernières prestations attendues par l'Etablissement.

La durée globale prévisionnelle du marché est la suivante :

- Tranche ferme - Phases 1 et 2 (1^{ère} partie) : 4 mois,
- Tranche optionnelle 1A – Phases 2 (2^{ème} partie) à 8 : 55 mois (y compris délai de garantie de parfait achèvement),
- Tranche optionnelle 1B – Phases 2 (2^{ème} partie) à 8 : 56 mois (y compris délai de garantie de parfait achèvement),
- Tranche optionnelle 2A – Phases 2 (2^{ème} partie) à 8 : 51 mois (y compris délai de garantie de parfait achèvement),
- Tranche optionnelle 2B – Phases 2 (2^{ème} partie) à 8 : 52 mois (y compris délai de garantie de parfait achèvement).

6.2. Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque phase, tels que définis au CCTP ou dans l'offre du Titulaire s'ils sont inférieurs, commence à compter de la date de réception de l'ordre de service de démarrage et s'achève à la validation par l'Etablissement de l'ensemble des livrables et des prestations attendues.

Le Titulaire doit s'attacher à ne pas retarder le déroulement de la prestation en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il met les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier fixé par l'Etablissement.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/PI, en cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter le délai d'exécution du fait de l'Etablissement ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire signale à l'Etablissement les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à huit (8) jours. Il indique, par la même demande, à l'Etablissement la durée de la prolongation demandée.

ARTICLE 7. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations concernent les projets de construction suivants :

- L'EHPAD d'Auray situé 2, rue du Pratel à Auray (56400),
- L'EHPAD de Ploërmel situé 7, rue du Roi Arthur à Ploërmel (56800).

ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG/PI), les documents contractuels qui régissent le présent marché public sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent CCAP conservé par l'Etablissement support, lequel fait seul foi, et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation,
- Le CCTP conservé par l'Etablissement support, lequel fait seul foi, et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1 : philosophie du projet_ document de travail
 - ✓ Annexe 2 : Organisation de projet « EHPAD de demain » et thématiques de travail »
 - ✓ Annexe 3 : Planning prévisionnel
 - ✓ Annexe 4 : Présentation du projet de l'EHPAD de Ploërmel
- Le CCAG / PI approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021 ;
- Les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire du Titulaire (après contrôle et accord de l'Etablissement pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuelles prestations en supplément ou en déduction du forfait) ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties est recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché public.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat impliquant que le Titulaire doit constamment s'adapter et mettre en œuvre tous ses moyens (matériels et humains) afin de maintenir en permanence une prestation conforme aux exigences définies dans les documents du marché public, les normes et les réglementations applicables.

Tout résultat partiel ou négatif entraîne normalement une réfaction sur le prix des prestations d'études et prestations de conseils.

Le Titulaire est réputé avoir contrôlé toutes les indications portées dans les documents composant le marché public, et recueilli les renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Etablissement. Le Titulaire déclare en conséquence avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité et de délais d'exécution. Le Titulaire ne peut se prévaloir ni pour éluder ses obligations définies au présent marché public, ni pour élever une quelconque réclamation, de l'absence ou de l'insuffisance d'information ou des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités de l'Etablissement, notamment par l'interruption ou le report de toute intervention décidé par l'Etablissement.

ARTICLE 10. CONDUITE DES PRESTATIONS

Il est expressément convenu que les personnes nommément désignées dans l'offre du Titulaire comme faisant partie de l'équipe du Titulaire, participent personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché public, sans préjudice de la participation d'autres personnes après accord de l'Etablissement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées pour en assurer la réalisation.

La réalisation des prestations par les profils décrits dans la réponse technique du Titulaire, tout au long de l'exécution du marché, est donc un élément substantiel du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, l'absence de récusation par l'Etablissement du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché public ou en cas de faute grave.

Il appartient au Titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de travail et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Les stipulations du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour l'Etablissement.

ARTICLE 11. CLAUSE DE REEXAMEN

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG/PI, en cas de prestation supplémentaire, le Titulaire est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation à l'Etablissement en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de la procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant. L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% du montant forfaitaire (tranche ferme + tranche(s) optionnelle(s) affermies).

11.1. A l'initiative de l'Etablissement

- Modification d'une prestation ou intégration d'une nouvelle prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public devenue nécessaire.

11.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, nouveau Titulaire, cession d'une ou de différentes activités, acquisition d'une nouvelle activité ...), céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

- Modification d'une prestation ou intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public, devenue nécessaire suite à une évolution de la réglementation applicable.

ARTICLE 12. AUTRES MODALITES D'EXECUTION

12.1. Présence du Titulaire

La présence du Titulaire aux réunions de travail ne fait l'objet d'aucune restriction.

Il s'engage à consacrer globalement pour chaque phase de sa mission au minimum les temps indiqués dans son offre sans pouvoir tirer argument de l'épuisement de ces temps pour ne pas remplir complètement sa mission.

12.2. Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

12.3. Discretion et confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

12.4. Protection des données à caractère personnel

12.4.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

12.4.2. *Obligation du sous-traitant*

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article 12.4.1 du présent CCAP, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction de la Logistiques et des Travaux, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

12.4.3. *Droits des personnes*

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement de l'Etablissement.

12.4.4. *Violation des données à caractère personnel*

Le sous-traitant notifie sous 36 heures maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

12.4.5. *Fin du contrat*

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

12.4.6. Clause de réexamen

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

12.5. Assurances

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés au personnel ou aux biens de l'Etablissement, ou à des tiers, du fait de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'études, durant les travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

Le Titulaire atteste avoir souscrit, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des opérations exécutées dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire atteste que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels, les dommages concernant les matériels, les logiciels, la fourniture du service, les pertes ou endommagement de données.

Le Titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels, et immatériels causés à l'Etablissement et à tout tiers dans le cas de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes d'assurance afin que l'Etablissement puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire, et à justifier à première demande de l'Etablissement jusqu'à la fin du marché.

A ce titre, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Etablissement une attestation d'assurance lors de la notification du marché pour la première fois ainsi qu'au début de chaque nouvelle période garantie par l'assurance, ou si la police d'assurance prévoit des modifications substantielles.

12.6. Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations faisant l'objet du marché public (montant des prestations supérieur à 600 € TTC) sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par l'Etablissement.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par l'Etablissement est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) :

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit produire une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la commande publique une déclaration sur l'honneur.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit **son numéro unique d'identification (SIRET)** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :
 - Un certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur de moins de trois mois.
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale) et attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, datant de moins de six mois.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ; à savoir :
 - Lorsque le sous-traitant est établi hors de France, il produit avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R1263-12 du Code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R263-6-1 ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-1 (Représentant de l'entreprise sur le territoire national).
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du Code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- La liste des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail ou l'attestation sur l'honneur que la société n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation. Cette attestation est à remettre également tous les 6 mois.

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement (caution personnelle et solidaire du Titulaire principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée,
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, l'Etablissement notifie au Titulaire l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais au pouvoir adjudicateur toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes.

12.7. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

12.7.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement partie se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins,

L'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG / PI, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

12.7.2. Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement partie se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG / PI, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

12.8. Régularité de la situation fiscale et sociale

12.8.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, en recommandé avec avis de réception, à l'Etablissement.

12.8.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail,

- a) En cas de non remise des documents mentionnés au paragraphe ci-dessus,
- b) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de l'Etablissement,

L'Etablissement peut :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L8222-6 du Code du Travail, dont le montant fixé à 5% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L.8224-2 et L8224-5 du Code du Travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité conformément à l'article 25.1.2 du présent CCAP.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de vingt (20) jours ouvrés, à compter de sa date de notification. A défaut de fourniture de documents, la résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou l'application applique les pénalités est décidée.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L8222-6 du Code du Travail.

12.9. Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. L'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres ou celle définie par le Titulaire pour recevoir les dossiers de consultation. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché public comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

ARTICLE 13. OPERATIONS DE VERIFICATION

A la réception de chaque livrable, l'Etablissement procède aux vérifications qualitatives destinées à constater qu'ils sont conformes aux prescriptions prévues au CCTP et à la réponse technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, les opérations de vérification se déroulent en dehors de la présence du Titulaire.

ARTICLE 14. CONSEQUENCES

A l'issue de chaque vérification pour chacun des livrables attendus, l'Etablissement prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : l'Etablissement reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.
- Ajournement : l'Etablissement estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le Titulaire ;
- Admission avec réfaction : l'Etablissement estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, l'Etablissement prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- Rejet : l'Etablissement estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Toutes les décisions de l'Etablissement sont notifiées au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

Par dérogation aux articles 29.1 et 29.3 du CCAG/PI, l'absence de notification par l'Etablissement de sa décision n'entraîne pas la réception des prestations.

Le rejet peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire conformément aux stipulations de l'article 19.2 du présent CCAP.

Le paiement de chaque facture d'acompte est conditionné par la décision d'admission de l'Etablissement.

ARTICLE 15. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

15.1. Type de prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Ce prix couvre la totalité des prestations non optionnelles à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution

Seule la modification des prestations dans leur périmètre et/ou dans le contenu peut justifier la conclusion d'un avenant entre les parties (une sous-estimation de la prestation de la part du Titulaire ne saurait donner lieu à un avenant).

15.2. Contenu du prix

Le prix figure dans l'acte d'engagement et comprend tous les frais relatifs à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie, d'envoi et de livraison des livrables attendus ;
- Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration du Titulaire et d'organisation matérielle en cas de réunions de travail dans les locaux de l'Etablissement ;
- Les frais de recherches, d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'Etablissement ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les accessoires nécessaires à une parfaite exécution du marché ;
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire certifie que le prix proposé à l'Etablissement n'excède pas celui pratiqué à l'ensemble de sa clientèle.

15.3. Variation

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG / PI, le prix est :

- Ferme pour les phases 1 et 2,
- Révisable pour les autres phases suivant les modalités fixées ci-après.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » correspondant au mois de remise de l'offre finale.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du Titulaire faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Equipeement (base 100 en en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/I0}$$

Dans laquelle Im et I0 sont les valeurs prises par l'index ingénierie au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit : mois au cours duquel l'acompte ou la phase est facturable.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes sont effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles sont ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/PI. Le taux est fixé à 5% du montant du marché TTC.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

Dès lors qu'une avance est demandée, l'Etablissement demande la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La garantie est libérée lorsque l'avance est remboursée.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'Etablissement dès la notification de l'acte spécial.

Une avance est versée aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct qui en font la demande. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Le montant de l'avance et ses modalités de remboursement sont identiques à celles du Titulaire du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

16.2. Acompte

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/PI, le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques en fonction de l'avancement des phases selon les conditions suivantes :

- **Etudes préalables – Faisabilité :**

70% du montant de la mission par acomptes périodiques en fonction de l'avancement des prestations (service fait)

30% du montant de la mission après validation de l'étude de faisabilité par le maître d'ouvrage

- **Elaboration et rédaction du programme fonctionnel :**

60% du montant de la mission à la remise du programme fonctionnel

40% du montant de la mission après validation du programme fonctionnel par le maître d'ouvrage

- **Elaboration et rédaction du programme technique détaillé :**

60% du montant de la mission à la remise du programme Technique détaillé

40% du montant de la mission après validation du programme Technique Détaillé par le maître d'ouvrage

- **Assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre :**

80% du montant de la mission par acomptes périodiques en fonction de l'avancement des prestations (service fait)

20% du montant de la mission après notification du marché de maîtrise d'œuvre

- **Assistance à la passation du marché global sectoriel**

80% du montant de la mission par acomptes périodiques en fonction de l'avancement des prestations (service fait)

20% du montant de la mission après notification du marché global sectoriel

- **Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de services**

80% du montant de la mission par acomptes périodiques en fonction de l'avancement des prestations (service fait)

20% du montant de la mission après notification de l'ensemble des marchés de P.I. et de services

- **Assistance en phase conception :**

70% du montant de la mission par acomptes périodiques en fonction de l'avancement des prestations (service fait)

30% du montant de la mission après validation du PRO par le maître d'ouvrage

- **Assistance à la passation des marchés publics de travaux :**

40% du montant de la mission après le lancement de la procédure de consultation

60% du montant de la mission après notification des marchés de travaux

- **Assistance à la passation des marchés publics d'assurances construction :**

100% après validation du maître d'ouvrage de cette phase

- **Assistance en phase de réalisation des travaux et de parfait achèvement :**

70% du montant de la mission par acomptes périodiques selon la durée des travaux

15% du montant de la mission à la notification de la décision de réception des travaux

15% du montant de la mission à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement (y compris prolongation le cas échéant) et après réception de l'ensemble des décomptes généraux définitifs

La demande de paiement indique les prestations effectuées depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission et fait apparaître visiblement le montant du mois et le montant cumulé. En cas d'application de pénalités pour retard, celles-ci sont déduites de l'acompte.

La demande de paiement finale se fait par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande de l'Etablissement.

Si les prestations ne sont pas totalement exécutées à la date de réception de la demande de paiement, la facture est soit réexpédiée, accompagnée d'un courrier, au Titulaire du marché, soit rectifiée.

16.3. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

16.4. Présentation des demandes de paiement

- **Mentions**

Outre les mentions légales, les factures afférentes au présent marché public comportent les mentions suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Nom complet et adresse du Titulaire ;

- Numéro individuel d'identification (SIRET) ;
- Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée du prestataire (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Numéro de son compte postal ou bancaire, tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- Nom complet et adresse de l'Etablissement ;
- Code d'identification du service de l'Etablissement en charge du paiement ;
- Prestations exécutées et le pourcentage d'avancement ;
- Période d'exécution des prestations ;
- Montant total HT, taux et montant de TVA, et montant total TTC.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, de plein droit, le renvoi de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

▪ Envoi de factures dématérialisées

Les factures du Titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le Code service exécutant.

Le n° EJ et le Code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'Etablissement informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

16.5. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché.

16.6. Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

16.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 17. PENALITES

17.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, lorsque l'Etablissement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Etablissement considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché public.

Les pénalités sont déduites directement des factures présentées.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'Etablissement support, de résilier le marché public dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP, si le montant total des pénalités cumulés atteint 10% du montant total hors taxe du marché.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pénalités pour retard dans la transmission des livrables et autres documents

En cas de retard dans la transmission d'un document, il est appliqué par jour calendaire de retard une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à :

- 200 € par jour calendaire de retard pour les quatorze (14) premiers jours.
- 500 € par jour calendaire de retard à partir du quinzième jour calendaire.

- **Pénalités pour retard aux réunions**

En cas de retard non justifié du Titulaire à une réunion programmée à laquelle il aura été convoqué à l'initiative de l'Etablissement ou de son représentant, le Titulaire subira, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à 40 € par quart d'heure de retard constatée.

17.2. Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non justifiée du Titulaire à une réunion programmée à laquelle il aura été convoqué à l'initiative de l'Etablissement ou de son représentant, le Titulaire peut subir, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à 200 € par absence constatée.

Toute absence à plus de deux (2) réunions ouvre la possibilité pour l'Etablissement support de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire sans indemnité.

17.3. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où les formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail ne sont pas remplies, le Titulaire encourt des pénalités, au plus, égal à 10% du montant du marché sans excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 18. ARRET DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

En application de l'article 22 du CCAG/PI, l'Etablissement se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases telles que définies au CCTP.

Cette décision emporte résiliation du marché, sans aucune indemnité.

ARTICLE 19. RESILIATION

En cas de résiliation, il est fait application du chapitre 7 du CCAG/PI. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

La résiliation ne remet pas en cause la cession, au profit de l'Etablissement, des droits de propriété des prestations fournies par le Titulaire. Le Titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par l'Etablissement durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

19.1. Résiliation du fait de l'Etablissement

Les parties conviennent que peuvent être considérées comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché si l'Etablissement le décide, des raisons de financement ou de modification de programme, sans préjudice des autres dispositions du CCAG/PI auxquelles il n'est pas dérogé.

En dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, si l'Etablissement met fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité sur le préjudice subi. Le Titulaire a droit, en revanche, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

19.2. Résiliation aux torts du Titulaire

En complément des cas listés à l'article 39 du CCAG / PI, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- En cas de décision de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas d'absence de remplaçant ou de son non agrément conformément à l'article 10 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de sécurité des données à caractère personnel prévus à l'article 12.3 et 12.4 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique,
- En cas de non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse.
- Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire prévu au présent CCAP.

En cas de résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, l'Etablissement exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par l'Etablissement durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, la résiliation est alors prononcée aux torts du Titulaire, et éventuellement à ses frais et risques, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

19.3. Exécution aux frais et risques du Titulaire

En dérogation et complément à l'article 27 du CCAG/PI, l'Etablissement peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19.4. Conséquence de la résiliation

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de missions réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, est liquidé conformément aux dispositions des articles du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci est alors arrêté d'un commun accord entre le Titulaire ou ses ayants droits et l'Etablissement.

ARTICLE 20. LITIGES ET RECOURS

Les correspondances, les documentations, les prestations, ainsi que les factures relatives au marché sont rédigées en français. La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

Par dérogation à l'article 43.2 du CCAG/PI, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente (30) jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 43 du CCAG/PI, le Tribunal Administratif de Rennes est compétent pour trancher le litige.

CHAPITRE 6. DEROGATIONS AU CCAG/PI

Il est dérogé au CCAG/PI dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent marché public, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/PI
Expiration du délai d'exécution	6.2	13.3.2
Ordre de priorité	8	4.1
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	10	3.4.3
Prestations supplémentaires ou modificatives	11	23.3
Sous-traitance	12.6	3.6.2
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	12.7.1	6.2
Protection de l'environnement	12.7.2	7.2
Forme des notifications	12.9	3.1.2, 4.2.1 et 3.8.2
Opération de vérification	13	28.5
Admission	14	29.1 et 29.3
Prix	15	10.1.1
Acomptes	16.2	11.2
Pénalités	17.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	19.1	40
Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	19.3	27
Règlement des différends entre les parties	20	43.2